



**PRÉFET
DE LA VENDÉE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction des relations avec les
collectivités territoriales et des
affaires juridiques**

Arrêté n°21-DRCTAJ/1-19

**mettant en demeure la mairie de Nesmy de respecter les dispositions de l'arrêté
préfectoral n°19-DRCTAJ/1-100 du 15 mars 2019**

**Le préfet de la Vendée,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre national du Mérite,**

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1, L.514-5;

Vu l'arrêté préfectoral du 2 novembre 1973 autorisant Monsieur Pierre FROGER à exploiter un dépôt d'immondices et de déchets industriels au lieu-dit « Le Grand Bois » sur la commune de Nesmy ;

Vu l'arrêté préfectoral n°18-DRCTAJ/1-142 du 13 avril 2018 imposant à la mairie de Nesmy de poursuivre l'étude de diagnostic environnemental de l'ancienne décharge du Grand Bois ;

Vu l'arrêté préfectoral n°19-DRCTAJ/1-100 du 15 mars 2019 imposant à la mairie de Nesmy de poursuivre l'étude de diagnostic environnemental de l'ancienne décharge du Grand Bois ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 12 juin 2020 conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement ;

Vu le rapport de suivi de la décharge de Grand Bois à Nesmy référencé ANTEA GROUP N°A102839/A du 7 février 2020 transmis le 23 avril 2020 à la DREAL par la mairie de Nesmy, au regard de l'arrêté préfectoral n°19-DRCTAJ/1-100 du 15 mars 2019 ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du rapport susvisé ;

Considérant que le rapport ANTEA GROUP N°A102839/A du 7 février 2020, transmis à l'inspection des installations classées contient les résultats de la campagne de contrôle de décembre 2019 dans les eaux souterraines au droit de quatre puits de particuliers et dans l'eau potable de ces particuliers, attendus en application des articles 2.4 et 2.5 de l'arrêté préfectoral n°19-DRCTAJ/1-100 du 15 mars 2019 imposant à la mairie de Nesmy de poursuivre l'étude de diagnostic environnemental de l'ancienne décharge du Grand Bois

Considérant que l'article 5 de l'arrêté préfectoral n°19-DRCTAJ/1-100 du 15 mars 2019 prévoyait que ces analyses dans l'eau des puits et dans l'eau potable soient conduites à une fréquence trimestrielle ;

Considérant que sur l'année 2019, une seule mesure dans l'eau des puits et dans l'eau potable a été réalisée (au quatrième trimestre), alors que ces mesures auraient dû être réalisées au deuxième et troisième trimestre 2019 et de plus aucun résultat n'a été fourni pour le premier trimestre 2020 ;

Considérant que l'exploitant n'a pas transmis les résultats des mesures attendus en application des articles 2.1 (surveillance des eaux souterraines de la décharge, fréquence semestrielle), 2.2 (surveillance des gaz du sol, fréquence trimestrielle) et 2.3 (surveillance des eaux de surface, fréquence semestrielle si rejet) de l'arrêté préfectoral n°19-DRCTAJ/1-100 du 15 mars 2019 ;

Considérant que l'exploitant n'a pas transmis les plans topographique et hydrologique attendus sous 4 mois après la notification de l'arrêté préfectoral n°19-DRCTAJ/1-100 du 15 mars 2019 (soit avant la fin juillet 2019), en application de l'article 3 de cet arrêté ;

Considérant que l'exploitant n'a pas transmis l'interprétation de l'état des milieux et le plan de gestion, attendus sous 6 mois après la notification dudit arrêté (soit avant la fin septembre 2019), en application de l'article 4 de ce dernier ;

Considérant que de ce fait, l'exploitant n'a pas respecté les dispositions de l'article 5 de l'arrêté préfectoral du 15 mars 2019 susvisé fixant les délais d'application de ces dispositions ;

Considérant que les précédentes analyses réalisées au droit de la décharge, et à proximité de celle-ci ne permettent pas d'exclure un impact environnemental et nécessitent d'être poursuivies et complétées ;

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la mairie de Nesmy de respecter les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 15 mars 2019 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Arrête

Article 1 : Mise en demeure

La mairie de Nesmy est mise en demeure de respecter l'article 5 de l'arrêté préfectoral du 13 mars 2019 en transmettant :

- **dans un délai de 2 mois** à compter de la notification du présent arrêté, les résultats d'une campagne de mesure relative aux analyses visées aux articles 2.1, 2.2, 2.3, 2.4 et 2.5 de l'arrêté préfectoral du 13 mars 2019 ;
- **dans un délai de 4 mois** à compter de la notification du présent arrêté, le plan topographique et hydrologique, ainsi que le rapport sur l'interprétation des milieux et le plan de gestion du site, visés aux articles 3 et 4 de l'arrêté préfectoral du 13 mars 2019.

Article 2 : Justificatifs

La mairie adresse au préfet, **dans un délai d'un mois** à compter de la notification du présent arrêté, les justificatifs attestant du lancement des travaux et commandes d'analyses mentionnée à l'article 1.

Article 3 : Non respect de la mise en demeure

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 4 : Dispositions administratives

Article 4.1 : délais et voies de recours

En application de l'article L.221-8 du code des relations entre le public et l'administration, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou instituant d'autres formalités préalables, une décision individuelle expresse est opposable à la personne qui en fait l'objet au moment où elle est notifiée.

En application de l'article R.421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de Nantes (6 allée de l'Île-Gloriette - CS 24111 - 44041 Nantes Cedex 1) peut être saisi par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 4.2 : publicité de l'arrêté

Une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de NESMY et pourra y être consultée.

Un extrait de cet arrêté sera affiché dans cette même mairie pendant une durée minimum d'un mois.

Un procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire et envoyé à la préfecture – pôle environnement.

Article 4.3 : exécution

La secrétaire générale de la préfecture de la Vendée, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, l'inspecteur de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant par lettre recommandée avec accusé de réception.

Fait à La Roche-sur-Yon, le 10 février 2021

Le préfet,
pour le préfet,
La Secrétaire générale,

Anne TAGAND

Arrêté n°24-DRCTAJ/1- 79

mettant en demeure la mairie de Nesmy de respecter les dispositions de l'arrêté préfectoral n°19-DRCTAJ/1-100 du 13 mars 2019